

République Française
Département de l'Hérault
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VALLÉE DE L'HÉRAULT

~~~~~  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE - Réunion du : lundi 21 novembre 2022**  
~~~~~

**RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE
L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)
MISE À JOUR.**

Le Conseil communautaire de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault s'est réuni ce jour, lundi 21 novembre 2022 à 18h00 en Salle du Conseil communautaire, sous la présidence de Monsieur Jean-François SOTO, Président de la communauté de communes. La convocation a été adressée le 10 novembre 2022.

Étaient présents ou représentés

M. Jean-François SOTO, M. Philippe SALASC, Mme Nicole MORERE, M. Ronny PONCE, M. Pierre AMALOU, Mme Josette CUTANDA, M. Jean-Pierre PUGENS, Mme Véronique NEIL, M. Xavier PEYRAUD, M. Robert SIEGEL, M. David CABLAT, M. Jean-Pierre GABAUDAN, Mme Roxane MARC, M. Yannick VERNIERES, M. Henry MARTINEZ, Mme Christine SANCHEZ, M. Yves GUIRAUD, Mme Monique GIBERT, Mme Marie-Françoise NACHEZ, M. José MARTINEZ, M. Jean-Marc ISURE, Mme Martine LABEUR, Mme Marie-Hélène SANCHEZ, M. Philippe LASSALVY, M. Marcel CHRISTOL, M. Jean-Claude CROS, M. Christian VILOING, Mme Valérie BOUYSSOU, Mme Béatrice FERNANDO, Mme Martine BONNET, M. Jean-Pierre BERTOLINI, Mme Florence QUINONERO, M. Daniel JAUDON - M. Jean-Louis RANDON suppléant de M. Bernard GOUZIN, Mme Catherine GIL suppléant de M. Claude CARCELLER, M. Pascal THEVENIAUD suppléant de M. Gregory BRO, M. Bernard CAUMEIL suppléant de M. Daniel REQUIRAND.

Procurations

M. Olivier SERVEL à M. Marcel CHRISTOL, M. Anthony GARCIA à Mme Valérie BOUYSSOU, Mme Chantal DUMAS à Mme Roxane MARC, M. Nicolas ROUSSARD à M. Philippe SALASC, Mme Stéphanie BOUGARD-BRUN à M. Philippe LASSALVY, M. Thibaut BARRAL à Mme Josette CUTANDA, M. Pascal DELIEUZE à M. Jean-Pierre GABAUDAN, M. Jean-Luc DARMANIN à Mme Monique GIBERT.

Excusés

Mme Jocelyne KUZNIAK.

Absents

M. Laurent ILLUMINATI, Mme Marie-Agnès SIBERTIN-BLANC.

| | | | |
|---|---------------|--------------|--|
| Quorum : 25 | Présents : 37 | Votants : 45 | Pour : 45 Contre : 0 Abstention : 0 Ne prend pas part : 0 |
| Secrétaire de séance : Marie-Hélène SANCHEZ | | | |

Agissant conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L 5214-1 et suivants et L 5211-6 alinéa 1.

Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur.

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, en particulier son article 20 ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment les articles 87 et 88 ;

VU le Code général de la fonction publique ;

VU le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984, notamment ses articles 1 et 2 ;

VU le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

VU le décret n°2014-513 modifié du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat ;

VU le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

VU le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale modifiant le Décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU les arrêtés ministériels pris pour l'application du décret n°2014-513 fixant les plafonds des indemnités pouvant être versées ;

VU la délibération n° 2585 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2021 portant dernière mise à jour du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;

VU la délibération n°2499 du Conseil communautaire en date du 15 février 2021 relative à la mise en place d'une part supplémentaire « IFSE REGIE » dans le cadre du RIFSEEP ;

VU l'avis du Comité Technique en date du 16 novembre 2016 relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du RIFSEEP aux agents de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault ;

VU l'avis favorable du Comité technique en date du 4 octobre 2022 relatif à l'évolution du RIFSEEP ;

CONSIDERANT que le Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) a été institué pour les agents de la Communauté de Communes Vallée de l'Hérault en novembre 2016 dans le respect du principe de parité entre la fonction publique d'Etat et la fonction publique territoriale,

CONSIDERANT qu'il a ensuite fait l'objet de mises à jour régulières au regard de l'évolution des textes et également compte tenu des accords signés dans le cadre des négociations collectives entamées dès 2020 avec les représentants syndicaux,

CONSIDERANT que de nouvelles négociations avec le syndicat UNSA des territoriaux de la Vallée de l'Hérault ont abouti à la signature le 10 août 2022 d'un protocole d'accord concernant l'évolution de la grille de l'IFSE des agents de catégorie B,

CONSIDERANT qu'afin de mettre à jour les montants revalorisés qui en sont issus, le président propose à l'assemblée délibérante d'abroger la délibération précédente n° 2585 du 12 avril 2021 et de la remplacer par les dispositions qui suivent,

CONSIDERANT que la délibération n°2499 du 15 février 2021 susvisée concernant l'IFSE Régie sera en revanche maintenue,

**Le Conseil communautaire de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault,
APRES EN AVOIR DELIBERE,**

Le quorum étant atteint

DÉCIDE

à l'unanimité des suffrages exprimés,

- d'abroger et remplacer la délibération n°2585 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2021 portant sur la mise à jour du Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP),

- d'autoriser le Président à fixer par arrêté individuel le montant de l'IFSE versé aux agents concernés dans le respect des dispositions fixées en annexe de la présente délibération,

- d'inscrire au budget les crédits correspondants.

Transmission au Représentant de l'État
N° 3009

Publication le 22/11/2022

Notification le

DÉLIBÉRATION CERTIFIÉE EXÉCUTOIRE

Gignac, le 22/11/2022

Identifiant de l'acte : 034-243400694-20221121-9766-DE-1-1

Auteur de l'acte : Jean-François SOTO, Président de la
Communauté de communes Vallée de l'Hérault

Le Président de la communauté de communes



Jean-François SOTO

Secrétaire de séance



Marie-Hélène SANCHEZ

REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

Article 1 : Bénéficiaires

Le présent régime indemnitaire est attribué aux agents titulaires et stagiaires exerçant les fonctions du cadre d'emplois concerné. Le régime indemnitaire s'applique également aux contractuels lorsqu'ils sont recrutés au titre de l'article L332-24 du Code Général de la Fonction Publique (*pour mener à bien un projet ou une opération identifiée*), l'article L332-14 du CGFP (*pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire*) et des articles L332-8 et L332-9 (*cas des emplois permanents qui peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels*).

Le RIFSEEP est désormais applicable à l'ensemble des cadres d'emplois à l'exception des assistants et professeurs d'enseignement artistique. Ne sont pas non plus concernés par le RIFSEEP les agents des filières sécurité telles que celle de la police municipale et les sapeurs-pompiers professionnels.

Article 2 : Modalités de versement

Les montants individuels pourront être modulés par arrêté de l'autorité territoriale dans les limites et conditions fixées par les textes applicables à la fonction publique d'Etat ou selon les critères fixés, pour chaque prime, par l'assemblée délibérante.

Les agents admis à exercer leurs fonctions à temps partiel, les agents occupant un emploi à temps non complet ainsi que les agents quittant ou étant recrutés dans la structure publique territoriale en cours d'année sont admis au bénéfice des primes et indemnités instituées au prorata de leur temps de service.

Concernant les indisponibilités physiques et conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, le RIFSEEP sera maintenu dans les mêmes conditions que le traitement, durant les congés suivants :

- congés annuels (plein traitement) ;
- congés pour accident de service ou maladie professionnelle (plein traitement) ;
- congés de maternité, de paternité et d'adoption (plein traitement).

Durant les congés de maladie ordinaire (CMO), le RIFSEEP subira un abattement de 1/30ème par jour à compter du 22ème jour calendaire de CMO, jours comptés en cumul par année civile.

Il sera suspendu en cas de congé longue maladie, longue durée ou grave maladie.

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel.

Article 3 : Structure du RIFSEEP

Le RIFSEEP comprend 2 parts :

- L'Indemnité de Fonction, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) qui valorise la nature des fonctions des agents et leur expérience professionnelle ;
- Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA), pour récompenser l'engagement professionnel et la manière de servir. Le CIA est facultatif.

Article 4 : Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE)

Le montant de l'IFSE est fixé selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions. Les fonctions occupées par les agents d'un même corps ou statut d'emploi sont réparties au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivants :

- Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- De la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- Des sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Le montant de l'IFSE est réexaminé :

- En cas de changement de fonctions ;
- Tous les quatre ans à minima, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent ;
- En cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

L'IFSE est versée mensuellement. Par cadre d'emplois sont définis les montants en fonction du poste occupé ainsi que le montant maximum du cadre d'emplois (plafond). Les plafonds sont définis par les plafonds applicables aux cadres de références de la Fonction Publique d'Etat. Ces plafonds sont systématiquement et automatiquement ajustés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Les montants sont précisés dans les tableaux ci-après. Lorsqu'il n'est pas indiqué de montant dans les montant individuels de base c'est qu'il n'est pas prévu de poste sur ces cadres d'emplois à la Communauté de Communes.

Il est précisé que les agents bénéficieront, le cas échéant, de la garantie de maintien individuel.

Un agent qui occuperait un poste dont le groupe hiérarchique ne correspond pas à sa catégorie, se verra attribuer l'IFSE correspondant au niveau du groupe hiérarchique de son poste (exemple 1 : un agent adjoint administratif qui évoluerait sur un poste de groupe hiérarchique B3, se verra attribuer l'IFSE d'un rédacteur sur poste de groupe hiérarchique B3 ; exemple 2 : un technicien recruté sur un poste C1 se verra attribuer l'IFSE d'un adjoint technique sur poste de groupe hiérarchique C1).

L'autorité territoriale pourra décider dans des cas exceptionnels, d'attribuer un montant au-delà du montant de base comme par exemple lors de recrutements de contractuels sur métiers en tension pour des remplacements, lors du recrutement par la communauté de communes d'un candidat qui pourrait perdre en pouvoir d'achat sur un poste aux fonctions qu'il a exercé ou d'attribution de nouvelles missions.

Article 5 : Complément Indemnitare Annuel (CIA)

Le CIA qui peut être versé et modulé en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir n'est pas mis en œuvre au sein de la Communauté de communes.

Article 6 : Cumuls possibles

Le RIFSEEP est exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.

Il est donc cumulable, par nature, avec :

- L'indemnité horaire pour travail normal de nuit ;
- L'indemnité pour service de jour férié ;
- L'indemnité horaire pour travail du dimanche et jours fériés ;
- L'indemnité d'astreinte ;
- L'indemnité d'intervention ;
- L'indemnité horaire pour travail supplémentaire ;
- La prime de responsabilité des emplois administratifs de direction ;

| | | | Montant annuel de base individuel selon le classement du poste dans les groupes de fonction en euros | | | | | | | | Montants annuels statutaires plafonds en euros | | |
|----------------|------|--|--|--------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--|-------------------------------|-------------------------------|
| Filière | Cat. | Cadre d'emplois | A1 | A2 | A3 | A4 | B1 | B2 | B3 | C1 | C2 | Sans logement à titre gratuit | Avec logement à titre gratuit |
| ADMINISTRATIVE | A | Administrateur | 25 200 | | | | | | | | | 49 980 | 49 980 |
| | A | Attaché | 25 200 | 10 800 | 6 540 | 5 340 | | | | | | 36 210 | 22 310 |
| | A | Secrétaire de mairie | 25 200 | 10 800 | 6 540 | 5 340 | | | | | | 36 210 | 22 310 |
| | B | Rédacteur | | | | | 4 920 | 4 560 | 4 200 | | | 17 480 | 8 030 |
| | C | Adjoint administratif | | | | | | | | 3 300 | 3 060 | 11 340 | 7 090 |
| TECHNIQUE | A | Ingénieur en chef | 25 200 | | | | | | | | | 57 120 | 42 840 |
| | A | Ingénieur | 25 200 | 10 800 | 6 540 | 5 340 | | | | | | 46 920 | 32 850 |
| | B | Technicien | | | | | 4 920 | 4 560 | 4 200 | | | 19 660 | 13 760 |
| | C | Agent de maîtrise | | | | | | | | 3 300 | 3 060 | 11 340 | 7 090 |
| | C | Adjoint technique | | | | | | | | 3 300 | 3 060 | 11 340 | 7 090 |
| SOCIALE | A | Conseiller socio-éducatif | | 10 800 | 6 540 | 5 340 | | | | | | 25 500 | |
| | B | Assistant socio-éducatif | | | | | 4 920 | 4 560 | 4 200 | | | 19 480 | |
| | A | Educateur de jeunes enfants | | 10 800 | 6 540 | 5 340 | 4 920 | 4 560 | 4 200 | | | 14 000 | |
| | C | ATSEM | | | | | | | | 3 300 | 3 060 | 11 340 | 7 090 |
| | C | Agent social | | | | | | | | 3 300 | 3 060 | 11 340 | 7 090 |
| MEDICO SOCIALE | A | Cadre de santé paramédical | | 10 800 | 6 540 | 5 340 | | | | | | 25 500 | |
| | A | Cadre de santé infirmier et technicien paramédical | | 10 800 | 6 540 | 5 340 | | | | | | 25 500 | |
| | A | Puériculture cadre de santé | | 10 800 | 6 540 | 5 340 | | | | | | 25 500 | |
| | A | Puéricultrice | | 10 800 | 6 540 | 5 340 | | | | | | 19 480 | |
| | A | Infirmier en soins généraux | | 10 800 | 6 540 | 5 340 | | | | | | 19 480 | |
| | B | Infirmier (catégorie B) | | | | | 4 920 | 4 560 | 4 200 | | | 9 000 | 5 150 |
| | B | Auxiliaire de puériculture | | | | | 4 920 | 4 560 | 4 200 | | | 11 340 | 7 090 |
| | C | Auxiliaire de soins | | | | | | | | 3 300 | 3 060 | 11 340 | 7 090 |
| SPORTIVE | A | Conseiller APS | | | 6 540 | 5 340 | | | | | | 25 500 | |
| | B | Educateur des APS | | | | | 4 920 | 4 560 | 4 200 | | | 17 480 | 8 030 |
| | C | Opérateur des APS | | | | | | | | 3 300 | 3 060 | 11 340 | 7 090 |
| ANIMATION | B | Animateur | | | | | 4 920 | 4 560 | 4 200 | | | 17 480 | 8 030 |
| | C | Adjoint d'animation | | | | | | | | 3 300 | 3 060 | 11 340 | 7 090 |
| CULTURELLE | A | Conservateur du patrimoine | | | 6 540 | 5 340 | | | | | | 46 920 | 25 810 |
| | A | Conservateur de bibliothèque | | | 6 540 | 5 340 | | | | | | 34 000 | |
| | A | Attaché de conservation du patrimoine | | | 6 540 | 5 340 | | | | | | 29 750 | |
| | A | Bibliothécaire | | | 6 540 | 5 340 | | | | | | 29 750 | |
| | B | Assistant de conservation du patrimoine et des bib | | | | | 4 920 | 4 560 | 4 200 | | | 16 720 | |
| | C | Adjoint du patrimoine | | | | | | | | 3 300 | 3 060 | 11 340 | 7 090 |
| | A | Directeur d'établissement d'enseignement | | | 6 540 | 5 340 | | | | | | 36 210 | 22 310 |